

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DU 16 DÉCEMBRE 2025 – DE 20 H 00 À 21 H 17**  
au 2<sup>e</sup> étage à la Route des Monts 14

<b>PRÉSIDENCE</b>	Monsieur Thomas BOSSON (PLR)
<b>VICE-PRÉSIDENCE</b>	--
<b>BUREAU</b>	Monsieur Christophe BIERI (UDC) Madame Sophie MOURA (PLR) Madame Cindy MURITH (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) Monsieur Christian UNGERSBÖCK (Le Centre)
<b>PRÉSENTS</b>	Mesdames et Messieurs Michaël ANDREY (Le Centre) – Didier BARMETTLER (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Frédéric BLANC (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Hugues BOSSON (PLR) – David BOVIGNY (PLR) – Françoise CRAUSAZ (PLR) – Ralph FROSSARD (UDC) – Amélie GAPANY (PLR) – Julien GRAND (PLR) – Michel HORNER (UDC) – Stéphanie KLAUS (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Dominique MAGLI (Le Centre) – Eric MAGNIN (PLR) – Catherine MAURON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Stéphane OBERSON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Cédric PALLI (PLR) – Yves PASQUIER (Le Centre) – Marc-Antoine PITTET (UDC) – Jacques POLLET (Le Centre) – Grégoire QUARTENOUD (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Nadine ROUBATY (PLR) – Céline RUFFIEUX-MOREL (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Dylan SAVARY (PLR)
<b>EXCUSÉS</b>	Monsieur Michel HORNER (UDC), Pierre MAURON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) et Madame Isabelle MONNEY-SAVARY (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s)
<b>TOTAL</b>	27 présents, soit une majorité absolue de 14.
<b>CONSEIL COMMUNAL</b>	Madame Catherine BEAUD – Madame Anne FAVRE-MORAND – Monsieur Bertrand HUGUENOT – Monsieur Pascal KAEMPFFEN – Monsieur Louis PITTET – Monsieur Wolfram SCHUWEY
<b>EXCUSÉE</b>	Madame Sabine GUILLET
<b>SECRÉTAIRE</b>	Madame Diana SAUTEUR
<b>RÉDACTEUR DU PV</b>	Monsieur Gilles LIARD
<b>HUISSIER</b>	Monsieur Grégory OBERSON

## OUVERTURE DE LA SÉANCE

À 20.00 heures, Monsieur le Vice-président ouvre la séance du Conseil général du mardi 16 décembre 2025 en ces termes :

« Mesdames, Messieurs, chers collègues,

*C'est avec honneur que j'ouvre, ce soir, la séance du Conseil général.*

*Tout d'abord, je vous prie d'excuser l'absence de Madame la Présidente Isabelle Monney-Savary, de Messieurs Michel Horner et Pierre Mauron, ainsi que de Madame Sabine Guillet, Conseillère communale.*

*Je salue Madame la Syndique, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux ainsi que vous toutes et tous, chers collègues du Conseil général. Je salue également Madame Diana Sauter, la secrétaire communale, Monsieur Gilles Liard, secrétaire désigné au procès-verbal, Monsieur Bertrand Gaillard, responsable du service technique, Monsieur Olivier Bonte, administrateur des finances, ainsi que Monsieur Grégory Oberson, huissier. Je les remercie pour leur travail remarquable, leur formidable engagement pour notre Commune et pour leur investissement dans la préparation de cette séance.*

*Mes salutations vont également à nos citoyennes et citoyens, qui prennent la peine de suivre nos débats, ainsi qu'aux représentants de la presse. Je les sais gré de rendre compte du déroulement des séances de notre Conseil général.*

*Je souhaite également la bienvenue et beaucoup de plaisir à notre nouvelle membre et collègue, Madame Nadine Roubaty. Elle succède à Monsieur Jean-Pierre Vallélian, démissionnaire de notre Législatif au 30 novembre écoulé.*

*Au terme de ce préambule, je vous souhaite à toutes et à tous une excellente séance.*

*Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général, vous avez été convoqués par courriel le 27 novembre 2025 ainsi que par lettre expédiée en prioritaire le 27 novembre 2025.*

*Vous avez également pu consulter la documentation sur la plateforme d'échanges du Conseil général. Je constate donc que tous les documents sont parvenus aux Conseillers généraux avant la séance de ce soir et je vous ferai grâce de la lecture complète de ces derniers.*

*Je précise que les débats sont enregistrés, tel que le permet l'article 9 du règlement du Conseil général, afin de faciliter la rédaction du procès-verbal.*

*Je profite également de l'occasion pour vous demander de bien lever la main avec votre choix, lors des votes, afin d'avoir un comptage précis. De plus, lors des divers du Conseil général, le Bureau du Conseil général vous prie de transmettre toutes vos questions par écrit et de les présenter de manière concise.*

*Chaque groupe est représenté par une personne. Deux microphones volants sont à disposition pour les interventions personnelles ou autres. Toutefois, je vous prie de patienter que le microphone vous soit cédé, avant de décliner votre identité, également dans le but de faciliter la rédaction du procès-verbal.*

*Pour conclure, je prie les Conseillers généraux qui souhaitent déposer une résolution d'en remettre le texte au Bureau pour distribution aux membres. Concernant le dépôt de propositions ou de postulats, je vous rappelle que le formulaire doit être remis à la secrétaire avant ou durant la séance. »*

Monsieur le Vice-président cède ensuite la parole à Madame Diana Sauter pour l'appel nominal.

## APPEL

Madame Diana Sauteur procède à l'appel nominal :

<b>membres présents</b>	<b>27</b>
<b>membres excusés</b>	<b>3</b>
<b>majorité absolue</b>	<b>14</b>

Monsieur le Vice-président constate que le quorum au sens de l'art. 44 de la Loi sur les communes est atteint et que la séance, valablement convoquée, est apte à délibérer et à prendre des décisions.

## ORDRE DU JOUR

Monsieur le Vice-président parcourt l'ordre du jour :

*« La convocation de la séance a été publiée le 28 novembre 2025 dans la Feuille Officielle du Canton de Fribourg avec l'ordre du jour que vous avez reçu par courriel et courrier le 27 novembre 2025. Il a été préparé par le Bureau du Conseil général avec une délégation du Conseil communal lors de sa séance du 10 novembre 2025. En plus de la Feuille Officielle du Canton de Fribourg, l'ordre du jour a été publié sur le site internet de la Commune, dans le bulletin communal Le Riazois et a été affiché au pilier public.*

*L'ordre du jour que vous avez reçu est affiché à l'écran. Il ne sera donc pas lu. »*

### ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 7 octobre 2025 – approbation
2. Budgets 2026
  - 2.1. Budget de résultats – présentation
  - 2.2. Budget des investissements – présentation
    - 2.2.1. Mise en zone 30 de la Route des Monts – crédit d'engagement – approbation
    - 2.2.2. Déviation de la conduite d'eau potable de la Route de Champ-Jordan – crédit d'engagement – approbation
  - 2.3. Budgets de résultats et des investissements – vote final
3. Modification des statuts de l'Association des communes « Secours Sud Fribourgeois » – approbation
4. Postulat de Monsieur Frédéric Blanc et Madame Stéphanie Klaus « Pollution de la Sionge » – détermination du Conseil communal
5. Divers

L'ordre du jour tel que proposé n'amène aucune question ni remarque d'ordre formel. Il est soumis au vote.

**VOTE**

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, l'ordre du jour, tel que proposé.**

Monsieur le Vice-président constate que l'ordre du jour est accepté et que la séance peut délibérer valablement et librement sur l'ensemble des points arrêtés.

## **1 PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 7 OCTOBRE 2025 – APPROBATION**

Monsieur le Vice-président relève que chaque Conseiller général a pu prendre connaissance du procès-verbal de la séance du 7 octobre 2025. Il tient à remercier Madame Diana Sauter et Monsieur Gilles Liard pour la coordination du procès-verbal et sa rédaction.

Ce procès-verbal n'amène aucune question ni remarque d'ordre formel. Monsieur le Vice-président le soumet au vote.

**VOTE**

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, le procès-verbal de la séance du Conseil général du 7 octobre 2025.**

Monsieur le Vice-président relève que le procès-verbal de la séance du Conseil général du 7 octobre 2025 est accepté. Il réitère ses remerciements à ses auteurs.

## **2 BUDGETS 2026**

### **2.1. BUDGET DE RÉSULTATS – PRÉSENTATION**

Monsieur le Vice-président ouvre la présentation des budgets ainsi :

*« L'entrée en matière pour le budget est acquise, conformément à l'article 83 alinéa 2 du règlement du Conseil général. »*

*Nous allons procéder à la présentation générale du budget 2026, puis examiner, chapitre après chapitre, le budget de résultats. Suivront les postes en lien avec chaque investissement. Le Conseil général se prononcera enfin sur l'ensemble du budget 2026.*

*Dans l'immédiat, je passe la parole à Madame la Syndique Catherine Beaud, en charge des finances, pour un commentaire général. »*

Madame la Syndique dispense ces propos :

*« Basé sur un coefficient d'impôt de 73%, le budget 2026 boucle avec un total des charges de **CHF 13'067'200.00** et des produits de **CHF 12'793'890.00**, soit un résultat négatif de **CHF 273'310.00**. Ce résultat tient compte de la réserve de réévaluation du patrimoine administratif pour un montant de **CHF 415'000.00**. Le résultat avant dissolution de la réserve s'élève donc à - **CHF 688'310.00**. »*

Selon l'art. 20 de la Loi sur les finances communales, le budget du compte de résultats doit être équilibré. Un excédent de charges n'est admis que si le capital propre non affecté permet de l'absorber, ce qui est le cas pour notre Commune.

Selon le bilan au 31 décembre 2024, le capital propre se montait à **CHF 21'015'758.81**.

Les communes évoluent dans un contexte financier tendu : les charges obligatoires augmentent tandis que les ressources fiscales restent limitées, renforçant la pression sur les finances locales. Pour rétablir l'équilibre des finances cantonales, le canton de Fribourg a lancé le programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE), actif de 2026 à 2028. La loi correspondante (LAFE), adoptée par le Grand Conseil, fait actuellement l'objet d'un référendum, créant ainsi une grande incertitude budgétaire pour 2026.

Malgré l'absence de budget cantonal prévu par le Conseil d'État, le budget communal repose sur les chiffres transmis par les autorités cantonales et les associations intercommunales, intégrant les mesures du PAFE, indispensables à la construction budgétaire.

En effet, le Conseil d'État a recommandé aux communes de tenir compte, pour l'ensemble de l'année 2026, des mesures prévues dans le PAFE, lors de l'élaboration de leurs budgets, tout en étant conscient que celles-ci ne pourront déployer leurs effets que sur une partie de l'année, voire ne jamais entrer en vigueur.

Certaines de ces mesures cantonales auront des impacts négatifs sur les communes (réduction de subventions, transfert de charges, baisse des compensations), tandis que d'autres pourraient les avantager (certaines dépenses prises en charge par le canton, hausse de recettes fiscales).

Face à cette situation, le Conseil communal reste vigilant. Il s'emploie à optimiser les dépenses courantes, à rééchelonner ou revoir certains projets, tout en veillant à préserver un équilibre social et économique favorable pour les habitants. Ces réflexions doivent se faire bien évidemment en concertation et en collaboration avec le Conseil général, dans un esprit de transparence et de responsabilité.

La préparation du budget 2026 a été difficile. Elle a nécessité des efforts importants de chaque dicastère. Malgré tout, le budget présenté, bien que non équilibré, est légèrement meilleur que ceux des années précédentes.

Les charges liées cantonales et intercommunales augmentent fortement en regard du budget 2025. La hausse est de 6.34% contre 2.97% en 2025 et 4.21% en 2024. Toutefois, il y a lieu de relativiser cette hausse, tant les chiffres et les bases de calcul sont influencés par le PAFE.

Concernant les salaires du personnel communal, l'indexation a été calculée au 1<sup>er</sup> janvier 2026 sur la base de l'échelle de salaire du canton de Fribourg. Il n'a pas été tenu compte de la position du canton avec une augmentation reportée au 1<sup>er</sup> septembre 2026. Il n'y a aucune indexation relative au coût de la vie.

Une forte augmentation du taux de primes pour la couverture « perte de gain maladie » nous a été signifiée par notre assureur. Ce taux passe de 1.5‰ à 4.16‰ du salaire assuré, en raison d'un contrat déficitaire dû à de nombreux cas enregistrés ces dernières années. Malheureusement, aucun autre assureur n'a souhaité déposer une contre-offre (Nature 3055).

A l'aide de quelques tableaux et graphiques, je vais vous décrire les points principaux de ce budget 2026, dont le total des charges dépasse pour la première fois 13 millions de francs.

Nous pouvons constater que le produit des impôts est en progression de 4.56% par rapport au budget 2025.

Les revenus structurels sont constitués par tous les impôts communaux et des taxes causales. Ces montants ont été calculés sur trois critères, à savoir :

- selon les projections données par le Service cantonal des contributions (SCC) basées sur l'année 2023 et corrigées des situations exceptionnelles connues du SCC,
- selon notre propre estimation,
- ainsi que selon l'évolution du nombre des contribuables.

Pour 2026, la progression de ces revenus structurels est de +6.61% par rapport à 2025.

Plus tard dans ma présentation, je vous détaillerai les bases de calcul de ces montants.

Les impôts conjoncturels sont totalement aléatoires puisqu'ils englobent les impôts sur les droits de mutation, les prestations en capital et les gains immobiliers. Ils régressent de 12.23% par rapport à 2025, principalement à cause d'une baisse des droits de mutations. Nous avons budgétisé CHF 100'000.00 de plus en 2025, année durant laquelle la majorité des ventes de Champy-Sud ont été enregistrées.

Le graphique présenté nous donne très rapidement une bonne synthèse sur la répartition de nos revenus et démontre clairement la faible marge de manœuvre dont nous disposons pour influencer nos recettes, sans modifier les taux d'imposition. En effet, près des ¾ des revenus sont issus des revenus fiscaux.

La variation de la péréquation financière, qui nous est défavorable, (- CHF 2'500.00 par rapport à 2025), indique une augmentation de l'indice synthétique des besoins (ISB) de 105.66 à 106.16 et du potentiel fiscal (IPF) de 88.74 à 88.91.

Les charges sont constituées à 59% de charges de transfert, sur lesquelles nous n'avons aucune emprise. Le reste des charges comprend notamment les traitements du personnel, y compris les charges sociales représentant 16%, les achats de marchandises, les frais d'entretien courant des bâtiments représentant 14% et les amortissements (7%) sur lesquels nous avons peu de marge également. Je rappelle aussi que, par principe, les frais d'exploitation sont calculés sur la base d'un budget zéro. Cela sous-entend que les dépenses ne sont pas reportées d'année en année, mais qu'elles doivent toutes être justifiées par le Conseiller communal responsable.

Les remarques principales d'ordre général ayant été données, nous allons passer sans transition au budget de résultats 2026. Le cahier du budget et le rapport du budget vous ont été adressés avec la convocation de la séance de ce soir. Ces documents étant bien détaillés, nous n'allons pas entrer dans les détails. Seuls les chapitres amenant des remarques ou compléments d'information seront présentés par chaque membre du Conseil communal.

Nous répondrons aux éventuelles questions ou commentaires après la lecture du rapport de la commission financière. »

## 0. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Total des charges	CHF	1'295'295.00
Total des produits	CHF	203'460.00

### Chapitre 02

### Service généraux

#### 0110.3130.01

**0110.3170.00** En raison des élections communales et cantonales de 2026, les montants de fournitures, de frais de port, de rémunérations et frais de scrutateurs ont été revus à la hausse.

**0120.3099.00** Un montant de CHF 2'000.00 a été budgétisé en vue d'une sortie de fin de législature du Conseil communal.

## **0220.3118.00**

**0220.3130.01** Divers programmes informatiques sont inscrits au budget, notamment pour la gestion des investissements / immobilisations et des votations (0220.3118.00) ainsi que pour la mise en place du Label Cybersafe (Audit sécuritaire de l'ensemble de notre système informatique - CHF 18'000.00 – 0220.3130.01).

**0220.3158.00** Les frais de maintenance informatique sont à la hausse en raison de l'augmentation du pourcentage facturé par notre prestataire T2i sur la base des licences. Le taux passe de 18% à 22%.

## **Chapitre 0290**

### **Immeubles administratifs**

**0290.3144.00** Un montant de CHF 8'000.00 est mis au budget pour la réfection et la mise aux normes de la porte d'entrée de la cage d'escaliers du bâtiment administratif, Rue de la Gruyère 60.

**0290.4470.01** Le Service des prestations en logopédie, en psychologie et en psychomotricité (SLPPG) va louer une salle dans le bâtiment Hubert-Charles 12 pour un loyer mensuel de CHF 2'000.00.

## **1. ORDRE PUBLIC**

Total des charges	CHF	393'700.00
-------------------	-----	------------

Total des produits	CHF	217'550.00
--------------------	-----	------------

## **Chapitre 11**

### **Sécurité publique**

Sur la base des chiffres et projections 2025, nous avons budgétisé un produit de CHF 50'000.00 pour le stationnement (1110.4240.00). Les frais de personnel (1110.3010.01) ainsi que les prestations de tiers (1110.3101.00 - 1110.3130.00) représentent un montant de CHF 13'050.00. Le solde positif de ce chapitre est transféré pour des projets en lien avec la mobilité douce et l'environnement, selon le règlement établi (1110.3990.00 – 7690.4990.00).

## **Chapitre 14**

### **Questions juridiques**

**1400.3612.00** La participation aux frais de curatelles augmente sensiblement, en raison de l'engagement d'un nouveau curateur et de personnels administratifs dû à la hausse des bénéficiaires.

## **Chapitre 15**

### **Service du feu**

## **1550.3612.00**

**1500.4200.00** La taxe non-pompier reste identique à CHF 150.00. Le coût par habitant pour la participation au Bataillon Sud (pompiers) baisse légèrement à CHF 13.63 contre CHF 15.60 en 2025. Ce chapitre s'équilibre grâce au prélèvement à la réserve.

## **2. ENSEIGNEMENT ET FORMATION**

Total des charges	CHF	4'376'250.00
-------------------	-----	--------------

Total des produits	CHF	348'030.00
--------------------	-----	------------

Une nouvelle classe primaire a été ouverte.

**Chapitre 21****Scolarité obligatoire****2110.3171.00**

**2120.3171.00** Le forfait par élève pour les sorties culturelles et sportives a été revu à la baisse. Il passe de CHF 100.00 à CHF 80.00. Cette baisse est due à la participation de l'État de Fribourg à des activités scolaires proposées annuellement à chaque élève. Il a été constaté que ce montant de CHF 80.00 est suffisant pour les activités choisies.

**2120.3171.01** Il n'y aura pas de camp de ski ou de camp vert en 2026. Un camp poly sports sera organisé pour les 5-6 H en début d'année scolaire. Les autres camps seront organisés en fin d'année scolaire. Ils concerneront le budget 2027.

**2140.3611.00** Les dépenses pour le Conservatoire sont en forte baisse, en raison de la diminution du nombre d'élèves de Riaz. Ils étaient 35 inscrits en 2025 contre 23 en 2026.

**2170.3010.00** Les charges du personnel de conciergerie sont en diminution, en raison d'engagements à des salaires et pourcentages inférieurs qu'auparavant.

**2170.3144.01** En raison de l'ancienneté du bâtiment des Monts 14, les frais d'entretien ont été revus à la hausse. Un montant de CHF 20'000.00 a été inscrit au budget.

**2190.3153.00** Vingt-sept ordinateurs d'enseignants travaillant à plus de 40% doivent être remplacés. Un montant de CHF 30'100.00 a été porté au budget.

**3. CULTURE ET LOISIRS**

Total des charges	CHF	177'300.00
-------------------	-----	------------

Total des produits	CHF	1'200.00
--------------------	-----	----------

**Chapitre 32 et 34****Culture, sport et loisirs****3290.3170.00**

**3290.3636.00** Divers montants ont été portés au budget, notamment pour les mesures de la commission culture, sports et générations (par exemple, le repas multiculturel), pour Fritime ainsi que pour des subventions aux sociétés locales.

**3410.3612.00** La participation à l'Association Intercommunale « Sports en Gruyère » augmente principalement en raison de l'amortissement de la piscine de Broc. La participation à la patinoire provisoire de Charmey, en remplacement de celle d'Espace Gruyère, fermée pour cause de Comptoir gruérien (3410.3612.00), est aussi incluse dans ce compte.

**4. SANTÉ**

Total des charges	CHF	1'495'420.00
-------------------	-----	--------------

Total des produits	CHF	17'000.00
--------------------	-----	-----------

La presque totalité des charges des chapitres de la santé et des affaires sociales est constituée de charges liées- Le Conseil communal n'a donc pas d'influence sur celles-ci. Les charges liées baissent légèrement de 0.49% par rapport à 2025 pour le chapitre de la santé. Cela est dû notamment aux mesures du PAFE.

Le financement des communes relatif aux prestations délivrées par le Réseau Santé et Social de la Gruyère se chiffre à CHF 28'871'125.00. Il augmente de CHF 862'562.00, soit de 3.1%. Trois postes : « Indemnités forfaitaires », « Aide matérielle attribuée nette » et les « Amortissements et charges financières » du projet « EMS Gruyère - Horizon 2030 » représentent 68.4% de l'augmentation totale.



**5. AFFAIRES SOCIALES**

Total des charges	CHF	1'803'100.00
-------------------	-----	--------------

Total des produits	CHF	7'000.00
--------------------	-----	----------

Comme le chapitre précédent, il s'agit également et principalement de charges liées avec une augmentation de 20.35% pour la prévoyance sociale. Cette forte hausse est principalement due à deux nouvelles charges qui incombent aux communes, suite de la suppression des mesures transitoires :

- la participation aux prestations complémentaires AI (5220.3631.00),
- la participation aux prestations complémentaires AVS (5320.3631.00).

**5451.3636.00** Les subventions aux crèches (5451.3636.00) augmentent sensiblement, en raison de la situation fiscale des parents.

**6. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

Total des charges	CHF	1'516'695.00
-------------------	-----	--------------

Total des produits	CHF	33'600.00
--------------------	-----	-----------

**Chapitre 61 Circulation routière**

Ce chapitre comprend le personnel de voirie ainsi que l'aménagement et l'entretien du domaine communal.

**6150.3010.00** Concernant le personnel de voirie, Monsieur Bernard Remy prendra sa retraite à la fin de 2026. Il terminera en cours d'année en fonction de ses vacances et heures supplémentaires. Un montant a été budgétisé pour son remplaçant.

**6150.3099.00** Afin de répondre aux normes de sécurité en vigueur, les habits de travail du personnel de la voirie doivent être remplacés. Un montant de CHF 5'000.00 est prévu. Il en va de même pour le personnel de la déchetterie (7301.3099.00).

**6150.3130.00** Ne pouvant être réalisé comme prévu initialement, le projet du sentier St-Michel a été revu. Un montant de CHF 8'000.00 figure au budget.

**6150.3141.02** Le projet du sentier pédestre du Chafard est abandonné. Il devait être développé par la commission d'aménagement.

Un montant de CHF 35'000.00 est inscrit au budget pour la réparation partielle de la chaussée de la Ruelle du Châtelet.

**Chapitre 62 Transports publics****6220.3611.00**

**6220.3612.00** Les participations pour le trafic régional ainsi que pour Mobul augmentent fortement, en raison de nouvelles répartitions État/Communes dans le PAFE.

**7. PROTECTION ENVIRONNEMENT ET AMÉNAGEMENT TERRITOIRE**

Total des charges	CHF	1'729'380.00
-------------------	-----	--------------

Total des produits	CHF	1'578'750.00
--------------------	-----	--------------

**Chapitre 71 Approvisionnement en eau**

**7101.3130.00** Afin de permettre le télé relevage, une première série de compteurs a été remplacée en 2024 et 2025. Ce remplacement se poursuivra en 2026.

**Chapitre 72 Protection des eaux**

Ce chapitre est équilibré par un prélèvement à la réserve.

**Chapitre 73 Gestion des déchets**

**7301.3101.00** Il est prévu de poser des moloks pour CHF 20'000 au carrefour des Rues de Champy et de Saletta. Enregistrés au budget 2025, ces travaux n'ont pas été exécutés.

**Chapitre 76 Lutte contre la pollution de l'environnement**

**7690.3170.00** Un nouveau catalogue de mesures incitatives pour l'environnement et le développement durable sera présenté prochainement. Un montant de CHF 30'000.00 a été budgétisé.

**8. ÉCONOMIE**

Total des charges	CHF	83'660.00
-------------------	-----	-----------

Total des produits	CHF	70'000.00
--------------------	-----	-----------

**Chapitre 82 Sylviculture**

**8200.3141.00** Un montant de CHF 13'500.00 a été mis au budget pour la réfection de la 3<sup>e</sup> et dernière étape du Chemin du Milieu. Cette réfection consiste au renforcement du coffre du chemin et à son élargissement, afin de favoriser le passage des machines forestières. La 1<sup>re</sup> étape a été réalisée en 2024 et la 2<sup>e</sup> en 2025.

La finalisation d'un canapé forestier est prévue pour 2026. Inscrit dans les objectifs de législature, ce projet est mené par la Commune, la commission culture, sport et générations et par un groupe de citoyens motivés. Il se fait bien entendu également en collaboration avec l'école.

Comme en 2025, le chapitre des forêts supporte les charges liées à l'entretien des boisements hors forêts et à l'entretien lourd des chemins forestiers.

**9. FINANCES ET IMPÔTS**

Total des charges	CHF	184'200.00
-------------------	-----	------------

Total des produits	CHF	10'305'100.00
--------------------	-----	---------------

**Chapitre 91 Impôts**

Le budget de résultats 2026 est favorablement influencé par l'augmentation des rentrées fiscales annoncées par le Service cantonal des contributions (SCC) sur la base de la statistique fiscale 2023.

Les taux de progression ont été corrigés via les situations exceptionnelles connues du SCC, afin d'être plus représentatifs, à savoir :

- Adaptation des barèmes et des déductions, afin de tenir compte de la compensation des effets de la progression à froid (mesures PAFE),
- Introduction de la 13<sup>e</sup> rente AVS dès décembre 2026,
- Introduction de la possibilité de rachat dans le 3<sup>e</sup> pilier,
- Introduction d'un plafond de CHF 8'000.00 sur la déduction des frais de transports (mesures PAFE),
- Augmentation du nombre de taxateurs fiscaux (mesures PAFE).

En tenant compte des éléments précités, pour les impôts sur le revenu, la progression entre 2023 et 2026, proposée par le SCC, est de 10.5%. La progression sur les impôts sur la fortune est de 15.9%.

Pour les personnes morales, la progression est de 6.1% pour l'impôt sur le bénéfice et de - 7% pour l'impôt sur le capital.

La hausse de la population a également été prise en considération (+3.5%). Ce pourcentage inclut bien entendu les futures arrivées dans le projet Champy-Sud. Ces arrivées sont prévues dès le milieu de l'année 2026.

## Chapitre 96 Administration de la fortune et de la dette

**9610.3401.00** La baisse des taux de financement et la diminution de nos engagements financiers en 2025 impactent favorablement le compte des intérêts passifs.

## Chapitre 99 Postes non-ventilables

Ce chapitre inclut le prélèvement sur la réserve de réévaluation du patrimoine administratif pour un montant de CHF 415'000.00.

Récapitulation du budget de résultats 2026

Total des charges	CHF	13'067'200.00
Total des produits	CHF	12'793'890.00
Excédent de charges avec la réévaluation du patrimoine administratif	CHF	273'310.00
Excédent de charges sans la réévaluation du patrimoine administratif (KCHF 415)	CHF	688'310.00 »

Monsieur le Vice-président remercie Madame la Syndique ainsi que les autres intervenants du Conseil communal, avant de transmettre la parole à Madame Gapany pour la lecture du rapport de la commission financière.

### RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces termes :

*« La commission financière a procédé à l'examen du budget 2026 sur la base des documents détaillés qui lui ont été fournis et en relation à la présentation des divers postes lors de la séance du 11 novembre 2025 par une délégation du Conseil communal et de l'administration communale.*

*Le budget 2026 présente une perte de CHF 273'310.00, tenant compte, de nouveau, de la réserve de réévaluation de CHF 415'000.00. Un excédent de charges est admis, étant donné que le capital propre non affecté permet de l'absorber.*

*Les postes les plus impactés par ce budget sont les suivants :*

- Culture, sports et loisirs, notamment par l'amortissement de la piscine de Broc ainsi que la participation à la patinoire de Charmey,*
- Prévoyance sociale, par une augmentation des charges liées de plus de 20%.*

*Une baisse est à relever au chapitre de l'économie publique ainsi que sur les finances et impôts, notamment en raison de la venue de nouveaux habitants et par la baisse des taux de financement et la diminution de nos engagements.*

*Comme à l'accoutumée, la marge de manœuvre budgétaire demeure restreinte, une part importante des postes correspondant à des charges liées. Toutefois, chaque dicastère a fait preuve d'une grande rigueur, afin de limiter au maximum les coûts.*

A l'unanimité des personnes présentes, la commission financière préavise favorablement le budget de résultats 2026 et propose au Conseil général de l'accepter.

Un grand merci à toutes les personnes qui ont fourni un énorme travail pour son élaboration. »

Monsieur le Vice-président adresse ses remerciements à Madame Gapany, avant d'ouvrir la discussion sur le budget de résultats 2026.

Au nom du groupe Le Centre, Monsieur Jacques Pollet intervient de la sorte :

« Vous connaissez le mot le plus utilisé ces derniers mois dans le landernau politique fribourgeois, le PAFE. Alors qu'il s'agit du plan d'assainissement des finances de l'État, ce PAFE est aussi l'élément le plus impactant du budget de notre Commune. C'est drôle, lorsqu'un échelon étatique doit faire des économies, il se rappelle souvent qu'il peut déverser vers l'échelon inférieur de nouvelles charges. Ceci se passe entre la Confédération et les cantons et les cantons vers les communes et les communes vers, en dernier recours, les contribuables qui paient des impôts.

En revanche, ce qui est paradoxal, ces reports de charges ne suivent pas le principe de subsidiarité. L'échelon supérieur garde les aspects décisionnels, mais donne les aspects financiers à l'échelon inférieur. Le principe de qui paie commande et qui commande paie est largement bafoué. Mais, c'est vrai, le peuple fribourgeois, sous l'impulsion du parti socialiste, n'a pas voulu du désenchevêtrement des tâches entre les communes et le canton, donc nous n'avons plus que les yeux pour pleurer et subir ces nouvelles charges ou ces charges augmentées. Quelles sont donc les principales charges qui sont impactées de plein fouet par ce PAFE ?

- Participation des communes aux institutions spécialisées,
- Participation aux prestations complémentaires AI,
- Participation aux institutions spécialisées pour les personnes handicapées,
- Participation aux prestations complémentaires AVS,
- Aide matérielle aux dépenses cantonales,
- Aide matérielle au Réseau Santé et Social de la Gruyère,
- Trafic régional, participation aux dépenses cantonales.

Certes, ces charges sont en partie compensées par des recettes PAFE, liées à la non-adaptation temporaire de la progression à froid, le plafonnement à CHF 8'000.00 de la déduction pour les frais de déplacement dans la taxation cantonale.

Si nous regardons de plus près le budget de notre Commune, il n'est ni meilleur ni moins bien que ces dernières années, malgré le PAFE. Les charges augmentent de CHF 500'000.00 et les recettes aussi, dans la même proportion. Alors pourquoi se plaindre ?

Le problème, c'est que les participations communales aux charges cantonales augmentent en défaveur des communes et restent pérennes. Elles ne font qu'accentuer le phénomène de charges liées, sur lesquelles le Conseil communal n'a pas d'impact décisionnel.

Dans ce contexte de grande incertitude financière, économique et politique pour les collectivités publiques, que pouvons-nous faire ?

Souvent chacun y va de ses propres solutions et le consensus cher à notre démocratie suisse est mis à rude épreuve. Certains prônent la grève, des référendums créant l'incertitude financière pour toutes les entités publiques, d'autres mettent la faute sur les étrangers...

Même notre Conseil communal n'arrive pas à faire front commun et à être unis pour affronter les défis de la prochaine législature. C'est navrant. Et je suis sûr que nous avons tous à y perdre. J'espère seulement que nous n'arriverons pas à des blocages et confrontations, tels que notre communauté de destin les a subis lors de la précédente législature.

Il est vrai qu'il est souvent plus facile de chercher et de rejeter les fautes auprès des autres, plutôt que de chercher le dénominateur commun permettant de faire avancer les projets améliorant le bien vivre-ensemble.

Alors que faire pour anticiper les prochaines années avec une certaine sérénité malgré les défis liés :

- au vieillissement de la population,
- à l'explosion démographique que l'agglomération bulloise va subir, engendrant chaos routier, mitage du territoire, explosion des coûts liés au logement,
- à l'explosion des charges liées,
- etc. ?

Le groupe Le Centre est convaincu que, pour répondre à ces défis et aux problématiques financières qui vont en découler durant la prochaine législature, il est indispensable de rester unis, malgré nos différences. La vision stratégique que devra développer le futur Conseil communal sera cruciale pour permettre à notre Commune de rester attractive dans les services rendus à la population, tout en maintenant un taux d'imposition supportable pour la classe moyenne.

Ainsi le groupe Le Centre remercie le Conseil communal et, plus spécialement, le service des finances et notre grande argentière et Syndique, pour l'élaboration de ce budget 2026 qui reste dans la droite ligne des budgets de la législature 2021-2026. Nous allons le valider, tout en étant conscients que les prochaines années vont être plus rock and roll pour maintenir un budget et des comptes équilibrés. »

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Pollet pour ses propos.

Pour le compte du groupe PLR, Madame Amélie Gapany sollicite, à son tour, la parole :

« Nous avons la chance, depuis le début de cette législature, de valider des comptes positifs, tandis que chaque séance de budget soumettait un léger déficit pour notre Commune. Cette année ne fait pas exception à la règle, puisque le déficit projeté avoisine CHF 273'000.00. La discussion de hausses de certaines taxes (impôt sur le revenu, taxe immobilière) a déjà commencé dans de nombreuses communes du canton. Ce sujet n'est pas encore à l'ordre du jour dans la Commune de Riaz.

Toutefois, lors de sa séance de préparation, le groupe PLR a longuement débattu sur la pérennité de la santé financière de la Commune ainsi que sur les défis des années à venir, tant les communes sont pieds et poings liés face aux charges liées. Il s'agit désormais de trouver une juste balance entre les investissements nécessaires au maintien de nos infrastructures communales et au bien-être des citoyens, tout en nous préservant d'une augmentation potentielle d'impôts. En effet, il est de notre devoir, en tant qu'élu, de s'assurer que les investissements futurs soient bien priorisés, afin de garantir une stabilité au niveau du coefficient d'impôt. Car les défis financiers seront nombreux pour la prochaine législature. De nombreux projets régionaux (EMS, centre sportif) ainsi que les hausses perpétuelles des charges liées (santé, social et transports) auront un impact direct sur nos finances communales.

Le groupe PLR demande au Conseil communal de continuer les efforts dans sa bonne gestion des finances communales, afin de garantir un taux d'impôt attractif et pérenne. Il le remercie pour l'excellent travail accompli tout au long de l'année. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Gapany pour son intervention.

Enchaîne Monsieur Frédéric Blanc, pour le compte du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s :

*« Parler du budget communal, c'est un peu comme parler de la météo : tout le monde en a une opinion et personne ne peut vraiment le contrôler à 100%. Pourtant, contrairement aux nuages qui passent, les choix que nous faisons aujourd'hui dessineront le visage de notre Commune demain. Alors, prenons un moment pour saluer le travail accompli par nos Conseillers communaux, qui ont dû jongler avec des contraintes dignes d'une météo capricieuse !*

*Entre les charges liées qui grignotent notre marge de manœuvre année après année et le PAFE qui pointe le bout de son nez, pas facile de trouver un juste équilibre. Pourtant, malgré ces défis, le résultat est là : un budget responsable, qui ne sacrifie pas l'essentiel. Car oui, même avec peu, on peut faire beaucoup. A condition de bien choisir où poser ses pions.*

*Dans ce contexte serré, une chose reste non négociable : continuer à investir dans ce qui touche directement les personnes les plus vulnérables. Que ce soit pour soutenir nos écoliers et nos aînés, ces postes ne sont pas des lignes de dépenses, mais des piliers de notre vivre-ensemble. Ce sont ces choix qui font qu'une commune n'est pas juste un territoire, mais une communauté.*

*Mais, soyons clairs : ce budget n'est pas une fin en soi. C'est un point de départ. Pour que 2026 soit une année où notre Commune ne subisse pas les contraintes, mais les dépasse. Nous avons besoin de tous. De vos idées, de votre énergie et surtout de votre confiance. Alors oui, les temps sont difficiles. Mais les défis, ça se relève. »*

Monsieur le Vice-président adresse sa gratitude à Monsieur Blanc pour ses propos.

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le Vice-président s'adresse au Conseil communal pour un éventuel complément informatif.

Madame la Syndique remercie les groupes qui se sont exprimés et d'avoir partagé leurs craintes. Avant de compléter de la sorte :

*« Le Conseil communal est conscient et partage tous les défis et les enjeux qui vont nous attendre. Il a aussi à cœur de pouvoir proposer certaines prestations à ses citoyens. On peut faire simple et bien et c'est ce qu'on s'efforce de faire depuis plusieurs années, à des coûts tout à fait supportables. Je relève le dynamisme de chaque commission qui, via ses propositions, a aussi en tête les contraintes financières de la Commune. Une réflexion aussi sur l'intervention du PLR et sur les hausses d'impôts dans les communes, spécialement en Glâne. La question du coefficient d'impôt va être la grosse interrogation de la prochaine législature. Le Conseil communal entend avoir suffisamment de recul sur les recettes fiscales supplémentaires, notamment en lien avec les futurs habitants du quartier de Champy-Sud et également avec d'autres développements, telle la transformation de petites maisons en immeubles. Il convient d'avoir ce recul suffisant pour prendre les bonnes dispositions et définir si la hausse d'impôt s'avère absolument nécessaire. Elle interviendra certainement une fois. Mais, aujourd'hui, je suis bien incapable de dire quand.*

*En outre, en regard de la priorisation des investissements, le Conseil communal fait déjà beaucoup et je le remercie d'avoir toujours en tête cet aspect des finances communales. Nous ne pouvons pas réaliser tout ce que nous voudrions. Nous sommes en phase de réalisation sur les projets votés ces dernières années, mais on y va petit à petit. On propose toujours des petits investissements qui s'avèrent absolument nécessaires. »*

Monsieur le Vice-président remercie Madame la Syndique pour son complément.

Les groupes se disent satisfaits de sa réponse.

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le Vice-président soumet le budget de résultats 2026 au vote.

## VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, le budget de résultats 2026.**

### 2.2. BUDGET DES INVESTISSEMENTS

Monsieur le Vice-président ouvre la présentation du budget des investissements 2026 en rappelant que le Conseil général se prononcera sur l'ensemble du budget 2026. Auparavant, il cède une nouvelle fois le flambeau à Madame la Syndique pour un commentaire global sur les investissements.

Madame la Syndique relève que :

« Le total des investissements (y compris les subventions) apparaissant au budget 2026 s'élève à CHF 1'637'000.00. Ce budget comprend les derniers investissements qui seront votés ce soir, soit la mise en zone 30 de la Route des Monts (CHF 163'000.00) et la déviation de la conduite d'eau potable de la Route de Champ-Jordan (CHF 90'000.00). »

Monsieur le Vice-président remercie Madame la Syndique pour cette introduction. Il indique que, compte tenu que les messages relatifs aux investissements prévus à l'ordre du jour s'avèrent très complets et détaillés, ils ne seront pas présentés une nouvelle fois. Il précise que les membres du Conseil communal se tiennent à disposition pour tout complément d'informations.

#### 2.2.1. MISE EN ZONE 30 DE LA ROUTE DES MONTS – CRÉDIT D'ENGAGEMENT - APPROBATION

Monsieur le Vice-président demande si le Conseil communal souhaite s'exprimer ou apporter un complément d'informations.

Monsieur Bertrand Huguenot n'a pas d'informations complémentaires à apporter.

Monsieur le Vice-président transmet donc la parole à Madame Gapany, pour la lecture du rapport de la commission financière.

#### RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces termes :

« Ce projet s'inscrit dans les mesures de mise en place pour sécuriser le chemin des écoliers et améliorer la sécurité routière.

Un crédit d'étude avait déjà été approuvé dans le budget 2022. C'est pourquoi, la commission financière donne un préavis positif à ce crédit d'engagement. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Gapany, avant d'ouvrir la discussion sur ce crédit d'engagement de CHF 163'000.00 pour la mise en zone 30 km/h de la Route des Monts.

Intervention de Monsieur Jacques Pollet pour le compte du groupe Le Centre :

*« Le groupe Le Centre a eu un débat par rapport à cet investissement. Il ne met pas du tout en cause la mise en place de cette zone 30 km/h. Simplement, une question s'est posée au sujet de l'emplacement du totem d'entrée et du risque de report de la charge de trafic sur la route principale qui pourrait être un gros empêchement pour les gens rentrant de leur travail. Il est important de bien considérer où on placera ce totem pour ne pas trop empiéter sur la route principale permettant de rejoindre Fribourg ou Bulle. »*

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Pollet pour sa remarque.

A son tour, Monsieur Marc-Antoine Pittet (UDC) intervient à titre personnel :

*« Il apparaît très important de sécuriser ce tronçon du village pour les enfants et les écoliers. Cependant, j'aurais quelques questions par rapport à ce projet. La première : est-ce que ce projet présente les garanties en vue de la fluidité du trafic ? La deuxième : les rétrécissements permettent-ils le passage de gros véhicules, poids lourds et véhicules agricoles ? Le plan définit une largeur de 3 m 50. La loi autorise des véhicules à 3 m 50, notamment dans l'agriculture. Or 3 m 50 dans un passage de 3 m 50, c'est tout de même limite. La troisième question : le plan que l'on a reçu est-il à jour ? Il semblerait qu'il y ait eu certaines oppositions à ce projet. Je suis au courant également qu'une séance de conciliation a conduit à certaines modifications de ce plan, notamment les largeurs et l'emplacement de certains totems et potelets. Or sur le plan qu'on a sous les yeux, il semblerait que ces modifications n'aient pas été prises en compte. »*

Monsieur Bertrand Huguenot transmet la parole à Monsieur Bertrand Gaillard, responsable technique. Ce dernier fournit les explications suivantes :

*« Concernant le totem d'entrée, je n'ai pas de remarque particulière. En examen préalable, les services de l'État n'ont pas émis de souci sur la fluidité du trafic. Concernant le potelet de l'entrée de la Route de la Sionge et certains aménagements dus aux oppositions et tel qu'expliqué lors de la présentation des projets en octobre dernier, le plan remis ici est identique à celui qui a été transmis à l'État. C'est le plan de mise à l'enquête. A côté de cela, est joint un dossier avec les modifications et les accords acceptés en séance de conciliation.*

*Le plan principal soumis à l'enquête reste le même jusqu'à ce que les services de l'État aient fait toutes les corrections. Ils peuvent même en ajouter. Puis, un plan définitif d'exécution sera transmis. C'est la procédure. Reste que toutes les modifications apportées, soit la légère modification de l'emplacement du totem côté Route de la Sionge, tout en sachant que celui-ci disparaîtra le jour où la Route de la Sionge viendra placée à 30 km/h, ainsi qu'un petit élargissement de 3 m 50 à 3 m 70 accepté lors des séances de conciliation font partie du dossier transmis à Fribourg. Le plan définitif sera adapté à ce moment-là. On n'a pas le droit de présenter des plans qui ne sont pas ceux qui ont été signés lors de la mise à l'enquête. J'espère avoir répondu aux questions. »*

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Gaillard pour ses précisions.

Madame Stéphanie Klaus (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) s'exprime à son tour :

*« Je suggère de profiter de cette modification routière proche de l'école primaire pour rappeler aux parents, aux élèves et à la population les règles de priorité à observer dans une zone 30 km/h car de nombreuses personnes ignorent encore que les cyclistes, voitures et motos ont la priorité sur les piétons. »*

Monsieur le Vice-président remercie Madame Klaus.



Pour sa part, Monsieur Frédéric Blanc (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) formule la remarque suivante :

*« Comme déjà évoqué lors de la dernière séance, j'ai peur d'un report du danger pour les cyclistes avec les zones d'évitement qui sont prévues. Je ne comprends pas pourquoi on ne peut pas mettre simplement des potelets pour les zones d'évitement pour les voitures et que les cyclistes puissent poursuivre leur chemin au bord de la route. J'ai vraiment du mal avec ça. On voit ce qui se passe à la Rue de Saletta, par exemple. Merci pour votre réponse. »*

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Blanc.

Monsieur Bertrand Huguenot indique que le point sera repris avec le responsable technique.

Monsieur Bertrand Gaillard enchaîne en apportant les précisions suivantes :

*« Je vais avoir du mal à répondre sur le choix stratégique. Quand je suis entré en service, le projet était déjà à l'enquête. Lors de la consultation préalable au printemps par les services de l'État, ceux-ci n'avaient pas émis de remarque particulière sur la dangerosité pour les vélos, estimant que la zone de 30 km/h permet une certaine mixité et un respect des uns et des autres. La correction idéale aurait peut-être prévalu avec le déport des cyclistes à l'arrière des éléments routiers. Le gabarit de route reste connu par rapport aux bâtiments existants et aux obstacles obligatoires pour ralentir le trafic. A ma connaissance, les potelets seuls n'auraient pas été autorisés. Mais je ne veux pas m'avancer là-dessus, il faudrait que je cherche dans les anciens documents. »*

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Gaillard pour son intervention.

Monsieur Blanc se montre satisfait de la réponse.

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le Vice-président clôt la discussion et soumet ce point au vote.

#### VOTE

**Le Conseil général accepte par 26 voix et 1 abstention, le crédit d'engagement de CHF 163'000.00 pour la mise en zone 30 km/h de la Route des Monts, selon la proposition du Conseil communal.**

Monsieur le Vice-président remercie ses collègues du Conseil général et aborde le prochain investissement.

#### 2.2.2. DÉVIATION DE LA CONDUITE D'EAU POTABLE DE LA ROUTE DE CHAMP-JORDAN – CRÉDIT D'ENGAGEMENT - APPROBATION

Monsieur le Vice-président aborde le second investissement : la déviation de la conduite d'eau potable de la Route de Champ-Jordan.

Le Conseil communal ne souhaitant pas s'exprimer, il invite Madame Gapany à procéder à la lecture du rapport de la commission financière.

#### RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany dispense ce discours :

« Ces travaux de mise en séparatif des eaux ont déjà été approuvés lors du Conseil général du 8 octobre 2024.  
Un nouveau projet de construction a toutefois nécessité la réévaluation du dossier et le remplacement total de la conduite sur l'ensemble du tracé est envisagé.

A l'unanimité des personnes présentes, la commission financière préavise le crédit d'engagement. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Gapany.

La parole n'étant pas demandée, il soumet cet objet au vote.

#### VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, le crédit d'engagement de CHF 90'000.00 pour la déviation de la conduite d'eau potable de la Route de Champ-Jordan, selon la proposition du Conseil communal.**

### 2.3. BUDGETS DE RÉSULTATS ET DES INVESTISSEMENTS – VOTE FINAL

Monsieur le Vice-président annonce le vote final sur le budget de résultats et des investissements et passe la parole à Madame Amélie Gapany pour la lecture du rapport de la commission financière.

#### RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces termes :

« Le budget de fonctionnement 2026 ainsi que le budget des investissements proposés ayant tous été approuvés, la commission financière propose d'accepter dans son ensemble le budget 2026 et remercie encore une fois le Conseil communal pour son travail. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Gapany et ses collègues pour leurs rapports et leur travail.

La parole sur le budget de résultats et sur le budget des investissements n'étant pas demandée, ces objets sont soumis au vote.

#### VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, les budgets de résultats et des investissements 2026 pour les objets qui ont été acceptés.**

Monsieur le Vice-président remercie le Conseil général pour sa confiance envers la commission financière, l'administration et le Conseil communal. Il passe ensuite au point 3 de l'ordre du jour.

### 3 MODIFICATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES « SECOURS SUD FRIBOURGEOIS » - APPROBATION

Monsieur le Vice-président indique que le message du Conseil communal étant suffisamment exhaustif, l'Exécutif ne souhaite pas s'étendre davantage.

Madame Stéphanie Klaus (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) dispense la remarque suivante :

« J'ai une remarque sur la forme et non sur le fond de ces statuts. Je me réjouis que le comité de rédaction ait fait l'effort d'utiliser l'écriture inclusive dans ses nouveaux statuts. Cette ouverture est louable et bienvenue. Je relève, en revanche, que le document présenté a oublié de corriger de nombreuses lignes au fur et à mesure qu'on avance dans la lecture. A toute fin utile, je peux envoyer le document avec les corrections à apporter à l'administration communale.

De plus, la forme inclusive choisie, à savoir le tiret, inclut certes les femmes en plus des hommes, mais elle laisse de côté les personnes qui ne se reconnaissent pas dans ce système binaire. Quitte à apporter une telle modification, je proposerais au comité de recourir en priorité aux termes épiciques : ce sont des termes dont la forme ne varie pas, selon que l'on se réfère à un nom féminin ou masculin (par exemple, la direction du service, les membres du Conseil communal, etc.).

Merci au Conseil communal ou à l'administration communale de transmettre ces remarques et corrections au comité de l'Association 'Secours Sud fribourgeois'.

Monsieur le Vice-président remercie Madame Klaus pour ses remarques et sa proposition.

La parole n'étant plus demandée, il soumet ensuite au vote la modification des statuts de l'Association « Secours Sud fribourgeois ».

#### VOTE

**Le Conseil général accepte par 26 voix et 1 abstention, la modification des statuts de l'Association des communes « Secours Sud Fribourgeois ».**

Monsieur le Vice-président adresse sa gratitude aux membres du Conseil général et aborde le prochain point de l'ordre du jour.

#### **4 POSTULAT DE MONSIEUR FRÉDÉRIC BLANC ET MADAME STÉPHANIE KLAUS « POLLUTION DE LA SIONGE » - DÉTERMINATION DU CONSEIL COMMUNAL**

Monsieur le Vice-président indique que le Conseil communal estime sa réponse suffisamment complète et qu'il ne souhaite pas intervenir. Il se tient néanmoins à disposition pour tout complément d'information. De ce fait, Monsieur le Vice-président transmet la parole aux auteurs du postulat.

Monsieur Frédéric Blanc remercie le Conseil communal de s'être penché si rapidement sur ce postulat :

« La détermination nous a permis de découvrir comment procéder lorsqu'une pollution est constatée. Nous avons en outre eu la satisfaction d'apprendre qu'un document décrivant cette procédure sera créé et diffusé à la population.

Après la publication de l'ordre du jour de cette assemblée, nous avons reçu le témoignage d'une personne qui a suivi cette procédure d'alerte et à qui il a été répondu 'On ne peut rien faire'. Parce que l'eau est un bien commun tellement précieux, cette situation est inacceptable. Nous encourageons donc vivement le Conseil communal à mettre en action son réseau pour faire avancer ce dossier. Pour initier cette étape, nous avons réfléchi à quelques pistes que nous vous partagerons en fin d'exposé. »

Madame Stéphanie Klaus poursuit de la sorte :

« Cette détermination a soulevé quelques questions et suggestions.

Question par rapport à la possibilité 1 : Un document d'Alerte pollution', qui serait diffusé et affiché dans les espaces publics. Ce document fournit toutes les informations utiles en cas de constat de pollution". Question : sous quel format et où le Conseil communal envisage-t-il d'afficher cette alerte pollution ?

Deuxième question par rapport aux possibilités 1 (Un document d'Alerte pollution', qui serait diffusé et affiché dans les espaces publics. Ce document fournit toutes les informations utiles en cas de constat de pollution et 3 (mise en place d'une procédure d'alarme) : quelle différence le Conseil communal fait-il entre ces deux propositions ? Et en quoi la 'procédure d'alarme' est-elle différente du document 'Alerte pollution' et de l'appel au 117 ?

Troisième question par rapport à la possibilité 4 (concernant les agriculteurs), le Conseil communal envisage-t-il de contacter les agriculteurs de la Commune pour leur rappeler ce règlement ? »

Monsieur Frédéric Blanc conclut :

« Voici enfin nos propositions pour avancer sur ce dossier. Nous suggérons au Conseil communal de prendre contact avec la Ville de Bulle pour exiger ensemble auprès du Service de l'environnement de procéder à des ajustements des autorisations de déversement délivrées par ses services aux entreprises de la zone industrielle de Planchy. Vu l'impact des déversements dans la Sionge, ces autorisations semblent obsolètes vu les agrandissements de la zone industrielle.

Nous suggérons également au Conseil communal de s'adjoindre les services des députées au Grand Conseil présentes dans cette assemblée pour porter au niveau cantonal nos préoccupations qui sont aussi celles de nombreuses personnes, qu'elles soient assises dans cette salle ou en contact quotidien avec la nature ou amatrices de balades à la Boquette.

Enfin, et pour terminer, dans certaines communes, des filtres ont été posés pour stopper une partie des polluants charriés par les eaux pluviales. Peut-être que ces technologies ou d'autres pourraient être installées lors des prochaines réfections de routes, afin de réduire leur concentration dans la Sionge. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Klaus et Monsieur Blanc pour leurs propos.

Monsieur Pascal Kaempfen adresse le retour suivant :

« La réponse a été préparée pour cette séance du Conseil général. Maintenant, les mesures devront être mises en place. C'est quelque chose qui va se réfléchir durant la prochaine législature. A la question de savoir comment les choses vont-elles être proposées à la population, il existe divers supports : le pilier public, internet, etc. Tout ceci devra être évidemment travaillé. Peut-être qu'on ne le dit pas suffisamment, je vous montre ce petit truc 'Ne polluez pas nos eaux'. Lorsqu'il y a une bouche d'égout, il faut souvent penser que cette bouche conduit à la Sionge. Il s'agit de rendre la population attentive que, dès le moment où l'on déverse des choses dans ces bouches d'égout, elles passent en général directement dans la rivière.

Je veux encore juste préciser que ce projet ne s'improvise pas en quelques mois. Il va falloir y travailler durant la prochaine législature. Si je serai là et que je conserve ce même dicastère, je m'engage à y réfléchir et sur les moyens de le concrétiser. »

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Kaempfen.

La réponse convient à Monsieur Blanc.

La parole n'étant plus sollicitée, il clôt ce point et indique que le Conseil général prend acte de la détermination du Conseil communal sur le postulat de Monsieur Frédéric Blanc et Madame Stéphanie Klaus.

Monsieur le Vice-président entame ensuite le dernier point de l'ordre du jour : les divers.

## 5 DIVERS

A l'amorce des divers, Monsieur le Vice-président rappelle les dates arrêtées pour les prochaines séances du Conseil général :

- |   |                                   |  |
|---|-----------------------------------|--|
| • | Mardi 21 avril 2026, à 20 h 00    | Séance des comptes 2025                |
| • | Mardi 5 mai 2026, à 20 h 00       | Séance constitutive du Conseil général |
| • | Mardi 6 octobre 2026, à 20 h 00   | Séance de réserve                      |
| • | Mardi 15 décembre 2026, à 20 h 00 | Séance du budget 2027                  |

Pour la suite des divers, il prie l'assemblée de respecter l'ordre des interventions, soit les propositions, les postulats, les résolutions, les questions et les éventuelles remarques.

### PROPOSITION

Monsieur le Vice-président demande si quelqu'un souhaite transmettre une proposition.

Personne n'intervient.

### POSTULAT

Monsieur le Vice-président enchaîne avec les postulats et questionne le Législatif sur le dépôt d'un postulat.

Tel n'est pas le cas.

### RÉSOLUTION

Monsieur le Vice-président annonce que, tel que le prévoit l'art.102 du Règlement du Conseil général, les projets de résolution doivent être déposés par écrit auprès du Président à l'ouverture de la séance et distribués à tous les membres.

Aucune résolution n'ayant été déposée, il passe à l'objet suivant.

### QUESTIONS

Monsieur le Vice-président ouvre la discussion sur les questions.

Monsieur David Bovigny (PLR) intervient en qualité de président de l'intersociété de Riaz :

*« Riaz est un village de près de 3'000 habitants, et cela fait des années que l'on entend – à juste titre – qu'il est important qu'il ne devienne pas une simple cité-dortoir. Les sociétés villageoises jouent, à cet égard, un rôle essentiel : elles animent le village, créent du lien social, fidélisent leurs membres et contribuent à l'identité locale.*

*Jusqu'à récemment, le bâtiment Hubert-Charles remplissait pleinement cette mission. Il faisait office de véritable 'maison des sociétés' : deux chœurs pouvaient s'y réunir chaque semaine dans les combles pour leurs répétitions, voire occuper les lieux tout un week-end lors de répétitions intensives, tandis que la fanfare animait le rez-de-chaussée.*

*Cette organisation fonctionnait. Et elle répondait aux besoins des sociétés.*

*Aujourd'hui, la situation a changé. Les chœurs ont dû quitter les combles pour être relogés dans la salle où nous siégeons ce soir. Le lieu en tant que tel n'est pas le problème. La difficulté réside dans la disponibilité de cette dernière, devenue extrêmement limitée.*

*Concrètement : lorsque le Conseil général se réunit – cinq ou six mardis par année –, ce sont les chœurs qui doivent trouver une solution alternative. Lorsqu'une société souhaite organiser son assemblée générale, par exemple, elle se heurte parfois à l'impossibilité de le faire en raison d'une occupation par une autre société. Et ces situations se répètent, au gré des nombreuses utilisations de cette salle.*

*Ces difficultés ne concernent d'ailleurs pas uniquement les chœurs. Le cours de yoga, par exemple, qui se tenait auparavant dans cette salle, a été déplacé dans une salle de classe, au milieu de pupitres et tableau noir, un cadre peu adapté à ce type d'activité.*

*Face à cette situation, de nombreuses sociétés éprouvent une forme d'incompréhension, voire de désaveu. Elles ont le sentiment que leurs besoins passent désormais au second plan par rapport à une politique de location plus intensive du bâtiment.*

*Ma question est donc la suivante :*

*Quelle est la vision du Conseil communal concernant l'avenir des sociétés villageoises et l'utilisation des infrastructures communales ?*

*Des solutions sont-elles actuellement à l'étude, afin de garantir, à moyen et à long termes, des espaces adaptés, disponibles et compatibles avec la vie associative locale ?*

*Je souhaite sincèrement que des réponses concrètes puissent être apportées, avant que la vitalité de nos sociétés ne soit durablement fragilisée. »*

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Bovigny pour son intervention et transmet la parole au Conseil communal.

Madame Anne Favre-Morand répond de la sorte :

*« En effet, deux sociétés de chant ont été déplacées dans cette salle. Comme cela a été dit, le local est assez sympathique et spacieux. Il répondait à une demande d'un des deux chœurs, il y a une année, de venir répéter ici pour une question de place. Pour les assemblées, entre autres, les chœurs étaient déjà tenus de demander auparavant s'ils avaient besoin de temps de supplémentaire de location.*

*En cette fin d'année, il y a eu en tout trois fois où la salle était réservée de longue date. Un des chœurs a dû être relogé par les soins de la Commune dans une autre salle. Au sujet du yoga, il reste 80 m<sup>2</sup> pour une dizaine de personnes, on est plutôt bien et pas entre les pupitres.*

*A Hubert-Charles, la salle est louée pour le Service de logopédie, psychologie et psychomotricité, un partenaire de la Commune, de l'école et en faveur de l'école inclusive. La location n'est pas la volonté première de la Commune de. Est-ce qu'on pense toujours à nos sociétés ? Eh bien oui, la Commune de Riaz bosse bien au niveau financier, des gratitudes des salles sont mises à disposition. Pour le futur, un bâtiment de sport se profile. Il est à l'étude. Ce sera au Conseil général de l'approuver d'ici là. »*

Monsieur le Vice-président remercie Madame Favre-Morand pour ses propos et demande à Monsieur Bovigny s'il se montre satisfait de la réponse.

Réponse affirmative.

Monsieur Stéphane Oberson ((PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) intervient à son tour :

*« Je me permets de revenir sur la zone limitée à 30 km/h de la Rue de Saletta. De manière générale, je suis satisfait de cette limitation, qui contribue à améliorer la sécurité sur ce tronçon. »*

*Toutefois, le croisement Champy - Saletta pose un réel problème de visibilité s'agissant du respect de la priorité et de la sécurité des usagers. Ce problème vous a déjà été signalé. Plusieurs habitants de Riaz m'ont fait part de cette situation et j'ai moi-même rencontré la même difficulté : alors que je descendais avec ma voiture la Rue de Saletta et que j'étais déjà engagé dans le rétrécissement de la chaussée, je me suis retrouvé face à un véhicule arrivant de la Rue de Champy, sans avoir pu l'anticiper en raison de la configuration des lieux et du manque de visibilité. J'ai alors été contraint de faire marche arrière, afin de céder la priorité de droite.*

*Il m'a été mentionné que la Commune devait analyser la situation, pourriez-vous m'indiquer si des mesures sont prévues prochainement pour ce carrefour ? »*

Monsieur Bertrand Huguenot adresse la réponse suivante :

*« Il s'agit d'un point que l'on abordera lors de la prochaine séance de la commission technique. »*

Monsieur le Vice-président remercie les intervenants.

La parole n'étant plus demandée, il clôt la discussion et passe aux remarques et commentaires.

### **REMARQUES - COMMENTAIRES**

Monsieur le Vice-président demande si un membre du Conseil général souhaite faire une remarque ou un commentaire.

Madame Stéphanie Klaus remercie le groupe citoyens qui a mis sur pied le premier marché de Noël riazois :

*« Merci également au Conseil communal d'avoir soutenu cette organisation. Les stands étaient de qualité, De nombreuses personnes ont pu faire leurs emplettes de Noël en saluant leurs concitoyens et en dégustant une tisane de Noël ou de délicieux mets. Vivement l'année prochaine ! »*

Monsieur le Vice-président remercie Madame Klaus pour son intervention. La parole n'étant plus sollicitée par les membres du Législatif, il se tourne vers Madame la Syndique qui souhaite dispenser quelques précisions sur la soirée d'informations à la population, prévue le 23 février 2026.

Madame la Syndique donne les informations suivantes :

*« Comme en 2024, le Conseil communal a décidé d'organiser une séance publique d'informations à la population, comme vous avez pu le lire dans la dernière édition du Riazois. Cette séance se tiendra le lundi 23 février 2026, à 20 h 00, dans cette même salle des Combles des Monts 14. Elle débutera par une présentation et le fonctionnement du Conseil général. Elle sera suivie des rapports-bilans des six commissions du Conseil général. Puis, le Conseil communal se présentera à son tour et répondra aux questions du public.*

*Nous comptons sur une présence nombreuse des représentants du Législatif à cette séance. Nous vous en remercions. »*

Monsieur le Vice-président remercie Madame la Syndique pour ses informations.

Avant de passer à la conclusion, il demande encore quelques instants d'attention et invite les personnes qui sont intervenues au cours de cette séance à remettre leurs écrits, soit de main à main à la secrétaire avant de quitter la salle, soit par courriel à Madame Diana Sauteur, au plus tard jusqu'au lendemain à midi.

A 21 heures 17, Monsieur le Vice-président met un terme à la séance du Conseil général du 16 décembre 2025. Il formule ses meilleurs vœux en vue des prochaines Fêtes de fin d'année et invite à la collation servie à la sortie de la salle. Il remercie l'assemblée pour son attention et sa participation, avant de lui souhaiter une très belle fin de soirée.

**AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL**

La Secrétaire

Diana Sauteur

Le Vice-président

Thomas Bosson

Le Secrétaire du procès-verbal

Gilles Liard